

impac

Journal des Travailleurs des Industries
du Livre, du Papier et de la Communication

filocyt

N° 143 - Octobre 2008

Prix 1,54 €
Commission paritaire 2999 D 73 S

krach...

récession de papier

HHBV batave connection

états généraux de la presse





La dynamique de l'épargne salariale au service de votre entreprise.

- 4,5 milliards d'euros d'actifs gérés.
- 36 500 entreprises clientes.
- 1,5 million de comptes de salariés gérés.
- Certification ISO 9001.

CM-CIC Épargne Salariale

édito
Jean Gersin
Secrétaire
fédéral

Réhabilitons la solidarité !

Avant la crise, c'était sûr, notre guide nous conduisait par les chemins de la sainte réforme libérale vers une France qui gagne plus grâce à la réhabilitation du travail.

Un pays de rentiers, d'actionnaires et de propriétaires était en vue, pour peu que la rentabilité s'applique à cette vieille France gaullo-socialo-communiste en déclin. L'Elysée était un pont entre la place de la Bourse et Wall Street.

Mondialisation oblige, l'emploi sombrait dans la précarité et la rareté grâce à la concurrence planétaire entre salariés, le salaire fondait comme un vulgaire glacier alpin, l'industrie était subordonnée à la banque et l'assurance.

La jeunesse ? Egarée dans la pauvreté.

Les licenciements ? Prononcés par un simple claquement de doigts. Le chômeur souffre du manque de travail, le salarié baigne dans la souffrance au travail.

C'était sûr, oui, on allait en finir avec l'action collective, la Sécurité sociale et la retraite solidaire. Archaïque, obsolète. La crise ? Elle s'arrêterait aux frontières de l'Europe, à l'abri derrière l'euro fort.

Et Krach ! Nous voici revenus en 1929. Quelle modernité libérale ! Une Grande Dépression, comme pendant l'entre-deux-guerres.

Le guide suprême gesticule, impuissant président d'une Europe de la Finance, qui réagit en financier, chacun pour sa gueule. Les prêtres d'un libéralisme failli se multiplient dans les médias pour dire que ce Krach est un rhume des foies.

Et pendant que des maternités, des blocs opératoires, des bureaux de Poste, des papeteries et des imprimeries ferment, faute de sous paraît-il, des Himalaya de dollars et d'euros sont fourgués par les Etats – et donc les contribuables – aux banques et aux assurances mouillées jusqu'au cou dans l'escroquerie au crédit immobilier.

En fait de réhabilitation de la valeur travail, ils ont réhabilité les spéculateurs.

Et maintenant ils viennent nous dire que tout ça, ce n'est pas l'économie réelle. Manière de tout mettre sur le dos des vilains de Wall Street.

Cette société libérale s'avance vers un blocage total.

La seule issue qui nous soit favorable, c'est construire une solidarité telle que celles et ceux d'en bas fassent front ensemble pour refuser de payer pour les banquiers faillis, les spéculateurs marrons et les industriels démissionnaires.

Et la solidarité s'appelle aussi Cgt.

SOMMAIRE

Dossier
Les états
généraux
de la presse
page 15

La crise
financière
page 4

HHBV
page 9

Récession
dans le papier
page 13

Et aussi...
1^{er} Mai 2009
à Cuba
page 30



Journal des travailleurs
des industries du Livre,
du Papier et de la
Communication
263, rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Téléphone : 01 48 18 80 24
Fax : 01 48 51 99 07
Site : <http://www.filpac-cgt.fr>
E-mail : filpac@filpac-cgt.fr

Directeur de publication :
Michel Muller

Comité de rédaction
Responsable : Jean Gersin

Equipe rédactionnelle :
Eric Birger, David Dugué,
Yvon Huet,
Jean-Pierre Ghiotto,
Thierry Lanchon,
Antoine Peillon,
Florence Peyronneau,
Correspondant :
David Roussel

Montage :
Madeleine Fougères

Révision :
Michèle Marquis-Pardo

Imprimerie Alliances
115, avenue Raspail
94250 Gentilly



Crise financière ou récession sociale?

L'activité économique s'affaiblit en France et l'ampleur de la crise financière laisse présager des jours difficiles.

Pour la majorité des salariés, de retraités, de privés d'emploi, la réalité est déjà là : nous sommes depuis de nombreuses années en récession sociale. Et c'est bien cette récession sociale qui explique la faiblesse chronique de l'activité économique, avec ses conséquences graves tant du point de vue social que du point de vue financier.

A entendre le gouvernement et le patronat, la contraction de l'activité économique en France est due à trois facteurs, tous trois extérieurs : la hausse des prix des matières premières, le niveau élevé de l'euro par rapport au dollar et la crise financière ayant éclaté aux Etats-Unis au cours de l'été 2007.

De telles explications sont bien superficielles. Elles visent surtout à camoufler les vraies causes de la crise.

Nous sommes devant
une crise structurelle,
et non seulement
une crise financière

CONTRAIREMENT à ce veulent faire croire certains experts, cette crise n'est pas simplement une crise de liquidité résultant de l'incapacité des ménages pauvres américains à rembourser leurs emprunts. La gravité de la crise financière se mesure par l'incapacité des pouvoirs publics à maîtriser. Les Banques centrales des grands pays industrialisés ont injecté des centaines de milliards de dollars pour éviter l'effondrement des marchés financiers.

Toutefois, ces interventions s'avèrent insuffisantes, ce qui pousse les Etats à intervenir directement pour prendre le



Wall Street - 2008.



LA GRAVITÉ
DE LA CRISE
FINANCIÈRE
SE MESURE
PAR
L'INCAPACITÉ
DES
POUVOIRS
PUBLICS
À LA
MAÎTRISER.

contrôle des sociétés en difficulté. Le gouvernement américain est obligé de nationaliser les banques et compagnies d'assurances en faillite. Il s'agit bel et bien de socialiser les pertes. Ce sont les contribuables qui doivent payer pour sauver les financiers.



Wall Street - 1929.

La financiarisation n'est pas une dérive du capital mais le point d'aboutissement de sa logique

Pour augmenter la rentabilité du capital, les entreprises mettent la pression sur les travailleurs : elles suppriment des emplois, s'opposent à la hausse des salaires, dévalorisent les qualifications, développent la précarité et n'investissent pas suffisamment.

La mondialisation permet la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle du monde et accentue les pressions sur le monde du travail. Partout, la part des salaires dans les richesses créées, dans la valeur ajoutée, diminue. En France, elle a reculé de 8 points dans les années 1980 et cette injustice n'a jamais été corrigée.

Cette pression permanente sur les travailleurs conduit à une insuffisance chronique de la demande salariale. Ne trouvant pas suffisamment de débouchés, le capital cherche une rentabilité supplémentaire dans les activités financières, ce qui aboutit à une financiarisation de l'économie.

La dérive dans la financiarisation de l'activité économique résulte et en même temps conduit à une accumulation du capital financier, avec une forte exigence de rentabilité. Des taux de rentabilité de 10, 15, voire 20 % sont érigés en dogmes, alors que les richesses créées évoluent beaucoup moins vite.

De telles normes ont des conséquences directes sur la gestion des entreprises. Les directions se fixent comme objectif premier de répondre aux exigences des actionnaires et propriétaires ; elles ajustent ensuite masse salariale et investissements productifs en fonction de la rentabilité exigée. L'annonce, début septembre, par Renault de la suppression de milliers d'emplois est un exemple parmi d'autres de cette stratégie néfaste pour les travailleurs et pour l'économie. Des taux de rentabilité exigés nettement supérieurs au taux de croissance des richesses produisent une situation intenable sur le long terme car elle se nourrit d'une amputation des capacités humaines et matérielles de production. Le système est condamné à des soubresauts de plus en plus importants. C'est à quoi nous assistons depuis notamment un an.

La transformation des créances bancaires en titres financiers pouvant faire l'objet d'achats et de ventes sur les marchés financiers (titrisation) est un aspect de la dérive dans la financiarisation. Parmi ces créances titrisées, on retrouve les crédits hypothécaires accordés aux



POUR AUGMENTER
LA RENTABILITÉ
DU CAPITAL,
LES ENTREPRISES
METTENT
LA PRESSION SUR
LES TRAVAILLEURS :
ELLES SUPPRIMENT
DES EMPLOIS,
S'OPPOSENT
À LA HAUSSE
DES SALAIRES,
DÉVALORISENT
LES QUALIFICATIONS,
DÉVELOPPENT
LA PRÉCARITÉ
ET N'INVESTISSENT
PAS SUFFISAMMENT.

ménages à faible revenu, les fameux subprimes. Les banques, tant américaines qu'européennes parmi lesquelles les banques françaises, justifiaient l'octroi de ces crédits en prétendant que la hausse des prix de l'immobilier allait permettre à ces ménages de rembourser leur dette. Le problème est que la hausse des prix dans l'immobilier était, et demeure, une facette de la croissance financière. La crise éclate à partir de l'immobilier, mais elle dépasse rapidement ce domaine et s'étend à l'ensemble de l'économie, tant aux Etats-Unis qu'au reste du monde.

Pour grave qu'elle soit, cette crise financière, avec ses conséquences graves pour les travailleurs et pour l'économie, est la manifestation d'une crise structurelle beaucoup plus profonde qui résulte des années de déflation salariale, de récession sociale. Son issue nécessite de rompre avec les politiques antisalariales et antisociales.

Les entreprises et les pouvoirs publics doivent assumer leurs responsabilités

La situation économique et sociale se dégrade en France. Gouvernement, patronat et experts continuent d'attribuer cette dégradation aux facteurs externes : la hausse des prix des matières premières, la hausse du niveau de l'euro par rapport au dollar, la crise financière. Ces facteurs ont certes un impact négatif sur l'économie française, quoique certaines évolutions atténuent la portée de ces explications : les prix des matières premières ont baissé et le dollar a cessé de perdre de sa valeur par rapport à l'euro.

La faiblesse de l'activité économique en France a surtout des causes internes. Il est impératif de prendre des mesures spécifiques pour remédier particulièrement à trois faiblesses : celle de la consommation et de l'investissement, celle de l'emploi et, enfin, celle du pouvoir d'achat.

La demande intérieure est faible
La consommation des ménages est en berne et l'investissement des entreprises diminue. Les importations progressent plus vite que les exportations. C'est seulement la constitution des stocks par les entreprises qui contribue positivement à la croissance économique.



Les journaux de 1929.



Quant aux perspectives des prochains mois, selon les dernières prévisions de la Banque de France, jugées trop optimistes, le taux de croissance de l'économie française serait de l'ordre de 1 % en 2008, soit moitié moindre que les prévisions du gouvernement.

L'emploi diminue
Conséquence et cause du ralentissement de l'économie, l'emploi diminue. Lorsqu'on fait le compte des emplois créés et supprimés, plus de 19 000 emplois salariés manquent à la fin du deuxième trimestre. Le recul de l'emploi concerne aussi bien l'industrie que le secteur tertiaire.

La situation risque d'empirer. Des milliers de suppressions d'emploi sont programmées et annoncées. Dans ce contexte, le chômage, le sous-emploi et la précarité risquent de

EXEMPLES DE PLANS DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Renault	6 000
Caisse d'Epargne	4 500
PSA	1 090
Imperial Tobacco	1 060
Natixis	850 + 800 prestataires extérieurs
Doux	647
Camif	509
Crédit Agricole Calyon	250

s'accroître. Selon l'Insee, 4,3 millions de personnes souhaiteraient travailler plus ou même travailler tout simplement.

Le pouvoir d'achat recule
Nicolas Sarkozy avait fait du pouvoir d'achat un axe de sa campagne présidentielle. Un an après son élection, force est de reconnaître que les diverses mesures prises par son gouvernement n'ont pas permis d'améliorer la situation. Selon un sondage réalisé en août dernier, 82 % des personnes interrogées considèrent que « la politique gouvernementale n'améliore pas leur pouvoir d'achat ».

Cette réalité est celle que connaissent depuis déjà plusieurs années la plupart des salariés, les retraités, les privés d'emploi. Elle est à l'origine de phénomènes alarmants.

La pauvreté, qui avait diminué dans les années 70 et 90, ne régresse plus depuis le milieu des années 90 et frappe de plus en plus des populations jeunes. Les écarts entre catégories sociales se creusent d'une nouvelle manière. Au milieu des années 50, les cadres touchaient en moyenne quatre fois plus que les ouvriers, mais compte tenu de la progression des salaires, les ouvriers pouvaient compter rattraper le niveau de vie des cadres au bout de trente ans. Aujourd'hui, les cadres touchent environ 2,7 fois le salaire des ouvriers, mais les salaires augmentent beaucoup moins vite. Il faut désormais deux siècles aux ouvriers pour espérer rejoindre les cadres.

Ce n'est pas « l'accalmie des prix » au mois d'août, dont se félicite la ministre de l'Economie et des Finances, qui va changer ces données. En un an, les prix à la consommation ont augmenté de 3,2 %. Les prix des produits les plus sensibles pour les salariés et les ménages à revenu modeste ont augmenté plus vite, ce qui obère leur pouvoir d'achat. Le coût de l'énergie a augmenté de

15,3 % et celui de l'alimentation de 5,2 %.

Il convient de souligner que sur les marchés mondiaux, les prix des matières premières et du pétrole ont fortement diminué depuis le milieu d'été. Le baril de pétrole a chuté d'environ 40 %. Pourtant, les prix à la pompe ne diminuent guère. La différence alimente les profits des compagnies pétrolières pour le bonheur de leurs actionnaires.

La faiblesse du pouvoir d'achat ne date pas d'aujourd'hui. Elle était déjà là avant même la hausse des prix des matières premières au début de l'année. Le recul du pouvoir d'achat résulte avant tout de l'insuffisance des salaires et du développement de la précarité. Elle est accentuée, surtout pour les ménages à revenu modeste, par la hausse plus que proportionnelle du poids des dépenses dites incompressibles, parmi lesquelles le loyer, les transports et l'énergie.

Le recul du pouvoir d'achat, qui touche une grande partie des salariés, des retraités et des privés d'emploi, pèse sur la consommation, et partant sur l'emploi, l'investissement et l'activité économique, avec des conséquences graves pour les travailleurs.

Pour sortir de cette situation, un ensemble de mesures sont nécessaires, tant au plan national qu'euro-péen et mondial

Nicolas Sarkozy dit que les responsables de la crise financière doivent être sanctionnés. Il évoque aussi la nécessité des mesures de régulation. Le même discours est prononcé, notamment, par les autorités américaines.

Si l'ampleur de la crise financière oblige les autorités à admettre la nécessité d'instaurer de nouveaux mécanismes de contrôle et de régulation des marchés financiers et des institutions bancaires, le contenu de ces mécanismes doit être précisé. Pour complexe et technique qu'il soit, ce débat ne peut pas être délégué aux spécialistes. Il doit s'appuyer sur les apports du mouvement social.

Wall Street Panic 1929.



Au-delà de cette nécessaire régulation et maîtrise des marchés et du système financiers, cette crise met en exergue le besoin d'une stratégie de développement social et économique : augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux, créer des emplois qualifiés, stables et bien rémunérés, accroître les investissements productifs.

Au mépris des revendications et des demandes sociales, et conformément aux souhaits patronaux, le gouvernement multiplie les attaques contre le monde du travail : remise en cause des 35 heures, instauration des pratiques autoritaires contre les chômeurs, pour ne citer que des exemples parmi les plus significatifs.

De telles pratiques ne peuvent qu'aggraver la situation.

Dans cette conjoncture difficile, le rôle de la puissance publique est décisif :

l'Etat peut amorcer une nouvelle dynamique salariale en donnant un « coup de pouce » au Smic et valoriser les pensions et les minima sociaux.

Il peut aussi soutenir réellement les investissements productifs en réorientant les dépenses effectuées au nom de l'emploi et de l'investissement, dont la plupart s'avèrent inefficaces, voire contre-productives, et en instaurant une véritable politique industrielle.

Un nombre de plus en plus important d'experts insiste aujourd'hui sur la

nécessité de mobiliser autrement les politiques budgétaire et monétaire. La stratégie de la Banque centrale européenne ne peut pas être axée sur la seule stabilité des prix. L'accélération récente de la hausse des prix s'explique en partie par celle des prix des matières premières.

Cette source d'inflation échappe à la Banque centrale européenne. Dans de telles conditions, axer la politique monétaire sur la stabilité des prix reviendrait à s'opposer à la nécessaire hausse des salaires au nom de la lutte contre l'inflation.

Par ailleurs, dans un contexte où les banques durcissent les conditions d'octroi de crédits, l'Etat pourrait faciliter ces conditions en instaurant, par exemple, un mécanisme de crédits bonifiés. Les mécanismes européens pourraient aussi être mobilisés.

Il est également nécessaire de rompre avec la conception

dogmatique du pacte de stabilité et de croissance. Ainsi, par exemple, les investissements publics devraient être isolés dans le budget de l'Etat et l'équilibre budgétaire devrait être envisagé sur le moyen-long terme.

Même si l'on arrive au terme de la présidence française de l'Union européenne, il est encore temps que la France prenne des initiatives pour avancer dans ces domaines, tout comme dans le domaine social. Il faut souligner qu'en l'absence de décisions et d'orientations politiques, c'est bien la Cour de justice européenne qui définit de fait les règles au détriment des travailleurs.

Au niveau national, cette crise montre l'intérêt qu'il y aurait à constituer un pôle public financier autour des institutions qui demeurent sous influence de l'Etat ou de la puissance publique : Caisse des Dépôts et Consignations, Banque Postale, Oseo...

Il s'agit en effet moins de « réguler la finance » que de mettre l'épargne et le crédit au service d'une politique de développement économique et social.

Cela justifie aussi que les droits d'intervention des salariés et de leurs représentants soient reconnus et renforcés à tous les niveaux de la vie économique. ●

AG2R ISICA ET LA MONDIALE

unissent paritarisme et mutualisme pour former

le 1^{er} groupe d'assurance de protection sociale et patrimoniale en France



Dans un contexte où les besoins en financement de la protection sociale sont de plus en plus importants, les Français comptent sur l'expertise et l'engagement des groupes de protection sociale pour qu'ils leur apportent des réponses fiables, de qualité, au meilleur coût.

AG2R ISICA et LA MONDIALE sont deux sociétés de personnes qui ont été créées *par et pour* les assurés. Elles s'unissent aujourd'hui pour construire le premier groupe d'assurance de protection sociale et patrimoniale en France, et offrir aux salariés, retraités, indépendants, dirigeants d'entreprise, et à leurs familles, une gamme complète de produits et services en matière de retraite, épargne, santé, prévoyance, dépendance et de services à la personne tout au long de leur vie. Dans le respect des valeurs paritaires et mutualistes qui fondent leur identité.

industries graphiques

HHBV BATAVE CONNECTION



La cession, le 29 mai 2008, des activités européennes du groupe Quebecor World, soit dix-sept sites industriels, en Espagne, Belgique, Finlande, Autriche, Suède et France, représentant 3 500 salariés, est la première étape de l'offensive lancée par le groupe d'investissement néerlandais HHBV (Homborgh/De Pundert) sur le secteur de l'industrie graphique.

En effet, la volonté affirmée dès l'origine par HHBV d'être un acteur majeur du secteur s'est trouvée confirmée par l'acquisition du groupe Maury Imprimeurs, sept sites de production pour 1 800 salariés. Par contre, les ambitions transeuropéennes de la nouvelle entité, réunissant Quebecor et Maury, CirclePrinters, vont devoir attendre. Prévue pour le 22 août 2008, la reprise du groupe d'imprimerie néerlandais RSDB (Roto Smeets) ne s'est pas faite. Ce qui pourrait passer pour un contretemps prend une tout autre dimension dans un contexte financier extrêmement tendu. Le groupe HHBV n'aurait-il pas les moyens de son offensive ?

Propos recueillis
par David Dugué



Eric Foucaud,
délégué syndical de La Loupe
Quebecor



Jean-Jacques Chemin,
secrétaire du comité de groupe France
Quebecor, secrétaire du comité d'en-
treprise Hélios Corbeil

Deux jeunes membres du Comité exécutif national de notre fédération, Eric Foucaud, délégué syndical de La Loupe Quebecor dans le Perche, et Jean-Jacques Chemin, secrétaire du comité de groupe France Quebecor, secrétaire du comité d'entreprise Hélios Corbeil, décryptent la situation pour *Impac*.

Impac
**Comment analyser, qualifier l'opération
HHBV ?**

Eric Foucaud

C'est une opération financière qui s'appuie sur une théorie qui préconise de fermer des imprimeries, donc de bâcher des machines, créant de ce fait un manque d'outils industriels qui rendrait, selon HHBV, le produit imprimé rare.

Un produit rare est cher, donc les prix du marché repartiraient à la hausse.

Jean-Jacques Chemin

Ce n'est qu'une opération capitalistique faisant suite au désengagement du groupe Quebecor World en Europe, qui avait un besoin urgent de liquidité. HHBV s'est donc porté acquéreur et tout de suite les choses sont devenues obscures puis-que, pour faire l'acquisition de Quebecor Europe qui était endetté, HHBV s'est endetté à son tour, c'est une LBO, et les salariés vont payer deux fois, la première pour rembourser la dette d'origine et la seconde celle contractée pour le rachat !



E. F. : HHBV est un fonds d'investissement industriel qui est présent dans diverses activités dont le B.T.P et la sidérurgie. Ils pensent peut-être pouvoir se désendetter par la vente de l'acier des entreprises qu'ils ferment...

J.-J. C. : Par ailleurs, leur stratégie de concentration et de rationalisation n'est pas crédible; pour exemple, Quebecor avait bûché deux machines à Hélio Corbeil en 2005 s'appuyant sur la même théorie, depuis les prix n'ont cessé de baisser de 10 à 12 % par an. Pour mémoire la dernière année bénéficiaire de l'entreprise c'est 2004 avec quatre machines.

E. F. : La stratégie de Quebecor à l'époque a eu des conséquences graves : fermeture de Strasbourg, cession de deux machines à Lille...

**LES SALARIÉS
VONT PAYER
DEUX FOIS,
LA PREMIÈRE
POUR REMBOURSER
LA DETTE D'ORIGINE
ET LA SECONDE,
CELLE CONTRACTÉE
POUR LE RACHAT !**

J.-J. C. : Et la vente de Torcy à son directeur, Jean De Carvalho, pour fermer deux ans plus tard, et la liste des cessions est longue, Roto Ouest, Beaujency ...

E. F. : Le bâchage d'une rotative à Blois, qui marqua le début des restructurations.

J.-J. C. : Les prix, qu'ont-ils fait ? Ils n'ont cessé de s'écrouler. Mais c'est aussi parce que les éditeurs ne pensent qu'à baisser les coûts d'impression, le fameux « coût d'impression zéro » que défend Yvan Lesniak ! Mais il faut être précis sur les coûts, en 2002 la fabrication tout compris (consommables, énergie, salaires ...) de *Télé 7 jours* à Corbeil était de 0,095 cent d'euro pour un prix de vente de 0,95 cent d'euro, soit 10 %. Aujourd'hui le même magazine est vendu 0,99 cent d'euro et depuis les coûts d'impression ont baissé de 30 %.

E. F. : Il faut savoir que nous parlons là de couts qui sont imputés sur le seul prix de vente alors que la plus grande source de recette d'un périodique est la publicité. Les éditeurs, donc les clients des imprimeries, sont muets alors que HHBV annonce une stratégie de hausse des prix, étonnant non ?

Sur quelle situation du secteur industrie graphique se « greffe » cette opération ?

J.-J. C. : La stratégie de croissance externe de Quebecor a fragilisé et endetté les entreprises, nous en voyons les dégâts.

E. F. : Leur seule volonté était d'acquérir les entreprises et de les pressurer sans jamais faire d'investissements pour les développer et les pérenniser.

J.-J. C. : Pourtant, quand ils ont acquis Hélio Corbeil, nous étions, nous Cgt, porteurs d'un projet depuis 1999, qui visait à stopper les machines de 2 mètres de laize et investir dans une de 3,68 m et rester ainsi compétitif. Quebecor a balayé le projet, assurant que le parc machines était viable pour fermer trois ans après

les 2 mètres de laize sans aucun investissement par la suite.

E. F. : Ce qui est paradoxal, c'est que tout le monde s'accorde à dire que le secteur de l'industrie graphique est sinistré et que, dans le même temps, l'intérêt pour celui-ci ne faiblit pas. La question centrale, je partage cela avec Jean-Jacques, est celle de la stratégie industrielle. Soyons concrets, à La Loupe, les experts ont démontré que le marché des 16 pages est porteur, et que l'entreprise pourrait être pérenne. La situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui est avant tout la résultante d'investissements hasardeux faits par Yvan Lesniak qui ont plombé la boîte. Lors du comité d'entreprise, la Filpac Cgt avait donné un avis négatif sur ces investissements s'appuyant sur une véritable expertise, mais notre avis n'est que consultatif !

Comment synthétiser la manière dont le personnel réagit dans les entreprises ?

E. F. : Si pour HHBV seul compte leur plan B, fermeture de l'entreprise et la revente des machines, pour le personnel et la Filpac Cgt il n'y a qu'un plan A : la continuité de l'activité à l'entreprise avec maintien des outils.

Le personnel est composé de salariés qualifiés qui connaissent très bien leur métier, leur entreprise, groupe et secteur industriel. Face à nous, la direction de HHBV est invisible, les seuls interlocuteurs sont Yvan Lesniak qui ne pense qu'à liquider l'entreprise et Francois Hallais, du cabinet IEN, médiateur nommé par HHBV, son discours semble être différent mais les salariés ne sont pas dupes, ils savent de quel côté il est, pas le leur, pas celui de leur organisation syndicale, la Filpac Cgt, ils se mobiliseront sans faiblir pour la reprise.

J.-J. C. : Dans une telle situation, les British diraient « *Wait and see* », mais nous ne pouvons pas rester les bras croisés alors que la fermeture des entreprises de Blois et de La Loupe est annoncée, fin octobre les portes seront closes. Comme le dit Eric, le personnel est conscient et voit bien qu'après ces fermetures, d'au-tres entreprises du groupe vont subir des restructurations, simplement parce que aucune unité de l'ex-Quebecor ne dégage des bénéfices, voilà le résultat de la stratégie de croissance externe. Pour CirclePrinters, le nouveau groupe constitué par les ex-Quebecor et le groupe Maurty, le seul but est de dégager du cash ! Et soyons clairs : dégager du cash pour un groupe financier, c'est d'abord réduire la masse salariale.

E. F. : Là encore c'est pervers, plan sociaux après plans sociaux, fermeture après fermeture, alors que les éditeurs ont et auront toujours besoin d'être imprimés,

fabriqués, distribués par des salariés qualifiés garants de la qualité à tous les niveaux, c'est d'un manque de personnel dont risque de pâtir l'industrie graphique après que le patronat se soit évertué à les faire disparaître.

J.-J. C. : Pratiquement, sur Hélio Corbeil, la structure des effectifs démontre que l'on ne peut plus diminuer le nombre des ouvriers sans mettre la production en péril, la direction va donc se rabattre sur les maîtrises et l'encadrement, encore une fois nous nous opposerons à cela. Notre quotidien avec l'ensemble des salariés est basé sur un échange constant et un partage des informations sans failles, c'est l'un des rôles essentiels d'une organisation syndicale représentative de tous les salariés.

E. F. : Il faut être en interaction avec les salariés, les syndiqués, c'est fondamental. Quelle que soit la situation.

Quelle solidarité, et quel obstacle à celle-ci ?

E.F. : La question de la solidarité ne se pose pas dans des termes simples...

J.-J. C. : Ce sont les erreurs du passé qui sclérosent la convergence de tous.

E. F. : C'est exactement ça. Les camarades des différentes unités sont à l'écoute, mais le manque de visibilité, locale et globale, les périodes de doute, l'attentisme font que l'on a parfois oublié de s'interpeller sur les situations rencontrées. Ce n'est pas grave en soi...

J.-J. C. : Il faut dépasser cela, ôter le poids des erreurs d'hier, faire du passé table rase, et agir ensemble pour l'avenir. La boucle des restructurations est partie de Blois pour finir, à ce jour, à Blois. La foudre tombe partout, et parfois plusieurs fois au

même endroit. La politique de l'autruche ne mène à rien, aujourd'hui nous dépassons cela, enfin, et unissons nos forces avec notre fédération.

E. F. : La fermeture de La Loupe, si nous ne trouvons pas de repreneur, n'empêchera pas les syndiqués d'être solidaires et de défendre l'emploi et les intérêts des camarades des autres unités, en faisant vivre les solidarités avec l'ensemble des camarades de la Filpac.

J.-J. C. : Voilà le sens de la solidarité ! N'oublions pas que HHBV en rachetant les entreprises ex-Quebecor et le groupe Maury, a fondé un nouveau groupe CirclePrinters (le cercle des imprimeurs), nous avons à cœur, si je peux me permettre une note d'humour, que cela ne soit pas «Le Cercle des imprimeurs disparus». La situation de l'industrie graphique en France doit nous mobiliser, nous en sommes les premiers acteurs. Il faut savoir sortir la tête du guidon dans les entreprises.

E. F. : Soyons conscients que les directions, lorsqu'elles font valdinguer les productions d'une unité à l'autre, c'est pour nous diviser et mettre à l'épreuve la solidarité, en clair savoir si certains rouleront les boulots des autres parce qu'ils ont peur pour leurs emplois. Cela, la situation actuelle nous a appris, cruellement, que pour le patronat il n'y a pas de bons ou mauvais salariés, qu'il pourrait favoriser ou pas. Nous sommes tous sur un pied d'égalité pour eux, variable d'ajustement pour accroître les gains des actionnaires.

Quelles marges de manœuvre pour l'action collective ?

J.-J. C. : Quitte à me répéter, laissons le passé de côté, il faut nous mobiliser pour donner un avenir à l'industrie graphique car cette industrie a des clients, des éditeurs; simplement, en Ile-de-France c'est 33% du volume national de l'imprimé. Avoir une industrie graphique en France c'est nécessaire, c'est dans notre culture. Pour cela, il nous faut être concrets, obtenir les investissements nécessaires pour répondre aux éditeurs. Nous avons la capacité, nous Cgt, de rassembler tous les salariés autour de la table. Il faut vraiment prendre en compte les qualités des salariés du secteur. Les groupes de travail mis en place à la Filpac doivent dégager les réflexions nécessaires à la mise en œuvre d'actions collectives. Je le redis sans aucune prétention, nous avons la capacité de mobiliser les salariés qui sont attentifs, pour interpeller les éditeurs, le patronat du secteur et le gouvernement. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, nous avons la capacité de bâtir un véritable projet indus

... LE PROJET DU COMITÉ DE PILOTAGE D'HÉLIO CORBEIL, ISSU DE LA LUTTE DES SALARIÉS ET DE TOUTES LES FORCES DE LA CGT, PROFESSIONNELLES ET TERRITORIALES, POUR LE MAINTIEN DE L'OUTIL DE TRAVAIL

triel d'avenir en s'inspirant du travail déjà fait par les camarades d'Hélio Corbeil sur le comité de pilotage.

E. F. : C'est là notre plus grand atout. Les directions l'ont bien compris; c'est pour cela qu'elles essayent de nous circonscrire aux seuls murs de nos entreprises respectives, nous contraignent à ne gérer que le quotidien et les plans sociaux. C'est maintenant que nous devons impulser avec force l'action collective, même si, hélas, les deux fermetures annoncées seront l'élément déclencheur, nous ne devons baisser la tête et les bras.

S'interroger sur l'avenir des industries graphiques d'accord, mais en étant porteurs d'un projet industriel avec les salariés et que nous irons défendre et imposer aux acteurs de la profession et au gouvernement.

Le projet du comité de pilotage d'Hélio Corbeil, qui rappelons-le est issu de la lutte des salariés et de toutes les forces de la Cgt, professionnelles et territoriales pour le maintien de leur outil de travail.

Ce projet, nous devons lui donner vie autour d'une entreprise intégrant les techniques d'impression offset et héliogravure, la finition et prendre en compte la distribution. Mais aussi un centre de formation aux métiers de l'industrie graphique. C'est ambitieux ? Non, c'est à la hauteur des enjeux de notre industrie et, comme dit Jean-Jacques, notre organisation, la Cgt, est en capacité de mobiliser les salariés qui sont les fondations de la réussite de l'action collective. Alors, en avant !

J.-J. C. : C'est parti ! ●





le groupe de protection sociale pour
l'audiovisuel,
la communication,
la presse,
et le spectacle.

Professionnels de la presse :
à vos côtés
tout au long
de votre vie



santé, retraite, prévoyance,
épargne, logement, action sociale

Pour en savoir plus : **0811 65 50 50***

www.audiens.org

* Prix d'un appel local

Une récession de papier ?



La crise s'ajoute aux effets dévastateurs de la mondialisation dans le secteur papetier. Le patronat gouverne désormais par la peur et une entreprise de démoralisation. « Impac » a demandé à quelques membres du collectif fédéral papetier leurs analyses. Il s'agit de Denis Tardiveau (Otor, Thorigny), Gérard Sénécal (UPM, Chapelle-Darblay), Franck Saillot (ArjoWiggins, Wizernes), Patrick Bauret (Amcor, Barbezieux-Saint-Hilaire), Laurent Trudel, (ArjoWiggins, Bessey-sur-Braye).



Laurent Trudel



Gérard Sénécal



Franck Saillot



Denis Tardiveau

Impac : Comment analysez-vous la relance actuelle des fermetures de boîtes, de la baisse de la production ? Et finalement, la taille permanente dans les effectifs ?

Patrick Bauret : Il y a des causes déjà repérées, anciennes, comme les délocalisations de secteurs industriels gros consommateurs de papier, de carton. L'industrie manufacturière connaît en France un traitement d'épuration, et donc la production papetière s'en ressent. S'ajoute un facteur que les salariés connaissent bien, la baisse du pouvoir d'achat, qui se ressent dans les commandes de la grande distribution. Et désormais, la récession qui a commencé entraîne une baisse globale de la production, sans précédent et spectaculaire.

Denis Tardiveau : Patrick a raison de rappeler les éléments d'explication, j'en ajouterais un, la modernisation de l'outil de production. Si on regarde la sortie des machines à onduler, elle est automatisée. La taille des machines à papier installées est de 3 fois supérieure à la génération précédente. On passe d'une production possible de 150000 tonnes à 450000 tonnes. Et l'effectif reste constant au mieux, sinon il baisse ! Dans la transformation, la baisse des effectifs est évidente. L'informatique est de plus en plus présente. Et cela pour répondre aux grands runs autour de clients, donneurs d'ordre aux dimensions géantes, Nestlé, Danone, Yoplait. On a calculé que, pour ce qui concerne Otor Normandie, 14 %

de la production en plus par tête étaient obtenus. Et ce, pendant que le gel des effectifs continue. Où vont les gains de productivité ? Pas aux salariés...

Franck Saillot : La fermeture de Matussière et Forest va faire mal à la production du papier recyclé... Les gros groupes invoquent le prix des matières premières pour s'attaquer à la réduction des coûts de production. Mais UPM ou SCA n'en sont pas là, ils n'ont ni difficulté pour les matières premières – le papier à recycler –, ni pour l'énergie qu'ils produisent. Non, ils jouent sur le ratio production/consommation pour se justifier. Si la production du papier haut de gamme s'est banalisée, c'est parce que la mondialisation joue à plein. Exemple ? En Inde, une machine à papier peut produire 900000 tonnes, quand la moyenne en France demeure à 170000 tonnes. On voit comment l'emploi industriel est massacré : non pas parce que le produit n'est pas demandé, mais bien parce que la politique patronale est d'abaisser les coûts par l'exploitation d'une main-d'œuvre au salaire plus bas.

Comment les salariés vivent-ils ce genre de situation ? Qui peut se croire à l'abri ?

Gérard Sénécal : Dans notre entreprise de Chapelle-Darblay, on ne connaît pas de temps mort, de baisse de production. Pour autant, les effets du discours patronal sont évidents. C'est une démotivation générale que les patrons obtien-

DES CHIFFRES

L'industrie papetière rassemble 540 entreprises, emploie 80 000 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 19 milliards d'euros.

Elle regroupe deux types d'activité : l'industrie de la pâte et du papier carton – industrie lourde, fortement capitalistique – et les industries de transformation du papier carton, de taille plus modeste et très spécialisées.

L'industrie papetière a été confrontée au cours de la décennie 2000 à une hausse de ses coûts externes : prix des bois de trituration, des pâtes, papiers cartons et de l'énergie qui, conjuguée à une baisse de la demande, a fortement réduit les marges et la rentabilité des entreprises.

Néanmoins, en 2006, les résultats de cette industrie s'améliorent, la reprise de la demande permet aux industriels de mieux répercuter l'accroissement de leurs coûts sur leurs prix de ventes.

Les industriels de ce secteur sont très engagés dans des stratégies d'innovation et de développement durable. Cette industrie se place au premier rang dans l'utilisation des produits récupérés et recyclés en France.

Sessi : Service des études et des statistiques industrielles
10, rue Auguste Blanqui - 93186 Montreuil cedex
Téléphone : 01.41.63.58.60
Télécopie : 01.41.63.58.59
Information sur internet :
www.industrie.gouv.fr/sessi

Copacel : « Les restructurations se sont poursuivies en 2007 mais de manière moindre qu'en 2006. »

Rappel 2006 :
14 machines à papier arrêtées (sur 197) : fermeture de 600 000 tonnes de capacité de production

En 2007 :
4 machines à papier arrêtées (sur 183) : fermeture de 135 000 tonnes de capacité de production.

Un peu comme s'ils préparaient un plan de départs volontaires, cette nouvelle forme de licenciements, par une démission préalable des salariés. La direction leur serine qu'il n'y a pas d'avenir pour eux, tout en réduisant au minimum les postes de travail sur les machines. C'est un peu comme s'ils étaient devenus spectateurs de leur propre travail et de leur propre sort.

Franck Saillot : Les patrons préparent les salariés au pire. Les campagnes de communication d'entreprise se multiplient. Dans quel but ? Faire penser, donner à croire que le médiocre, le moins bien c'est toujours mieux que le pire qui nous guette. Par exemple, si la production s'arrête, les gars continuent d'être payés, ils attendent, et ça c'est mortel. C'est une préparation psychologique à une situation avant l'arrêt définitif. Et ce manège dure depuis un bout de temps.

Laurent Trudel : C'est la fabrication de boîtes à Smic ! Ils organisent la déqualification des postes de travail. Quel que soit le poste qualifié occupé, le gel des salaires est la règle. Et la grille est bloquée dans les entreprises. Le choix est évidemment politique : les patrons ont intérêt à maintenir les salaires au niveau requis pour bénéficier des exonérations de cotisations sociales. En faisant baisser le prix du travail, les patrons exposent encore plus les salariés à la

concurrence des chômeurs, dont beaucoup attendent après un emploi, même mal rémunéré vu les normes actuelles d'offre raisonnable. Alors tu penses, dans les boîtes où il n'y a pas de syndicat, l'individualisation est fabriquée de façon industrielle.

Gérard Sénécal : De toute façon, avec eux, c'est jamais le moment. Une fois c'est le dollar qui est trop fort et nous pénalise, une autre fois c'est l'euro qui est trop fort. Les arguments varient pour montrer que ce n'est jamais le moment de revendiquer. Tu comprends, la masse salariale c'est en moyenne 10 % du chiffre d'affaires. C'est déjà très, très bas. Or, nos produits sont parfaitement adaptés aux exigences nouvelles. Le traitement de la forêt, du bois, car, malgré les idées reçues, seules les chutes sont utilisées pour la pâte, pas le meilleur du bois. Des produits fabriqués dans le respect absolu de l'eau prélevée et rejetée souvent avec une qualité supérieure. Des produits biodégradables, recyclables...

Alors, les perspectives de lutte collective ?

Patrick Bauret : Nous constatons que nos industries sont porteuses d'avenir, que nos produits épousent parfaitement les exigences de développement respectueux de l'environnement des hommes. Or, les patrons organisent une rupture dans le savoir-faire de nos métiers, en même temps qu'ils n'attirent pas les jeunes en raison des bas salaires pratiqués. Dans le même temps, la pénibilité, c'est-à-dire la souffrance ordinaire au travail, s'est répandue dans un climat patronal de négation et d'irresponsabilité. Ces patrons figurent plus les actionnaires accrochés à leurs cassettes, comme Harpagon, qu'ils ne ressemblent à des responsables d'une profession historique, que nous aimons, qui est la nôtre. C'est pourquoi une mobilisation de tout le secteur le matin du 7 octobre, en direction du patronat papetier, est l'initiative qu'il nous faut, et qui en annonce d'autres. Comme le cadre international du 7 octobre nous convient parfaitement, nous qui vivons un secteur industriel hautement mondialisé. ●

Montreuil, le 30 septembre

LES GROS
GROUPES
INVOQUENT
LE PRIX
DES MATIÈRES
PREMIÈRES
POUR
S'ATTAQUER
À LA RÉDUCTION
DES COÛTS
DE PRODUCTION.

dossier
**ÉTATS
GÉNÉRAUX
DE LA PRESSE**



Une messe en latin libéral ?

Tout citoyen reçoit de droit les outils de la démocratie : bulletin de vote, droit d'expression, de pétition, accès à la justice... D'autres outils, pourtant garantis par la Constitution, sont de fait périmés, comme les droits à l'emploi, à la santé, à une retraite heureuse.

Le droit à l'information fait partie de ces outils démocratiques en danger.

Exemple ? Les médias nous ont-ils réellement informés, de façon sérieuse, sur la crise et ses conséquences ? Les conséquences de cette crise sont-elles loyalement présentées ? Nous n'attendons pas une berceuse (N'ayez pas peur), une fable (Comme le nuage de Tchernobyl, elle s'arrête à nos frontières) ou des rodomontades (« SuperPrésident » veille...). C'est ce qu'on nous sert.

L'accès à l'information est un droit.
Ils veulent faire de ce droit leur business privé.

Ils ? Les pouvoirs politique et économique veulent traiter l'information comme ils traitent la crise. Avec l'épargne et l'argent des salariés, ils soutiennent les banques, au lieu d'indemniser leurs victimes et de secourir les nécessiteux. Dans la foulée, leur projet est de capitaliser l'information. Comment ? En la plaçant sous la « haute protection » de deux ou trois grands groupes, aux mains de Bolloré, Lagardère, Bouygues ou du Crédit mutuel.

Une simple question d'argent ?

Plus profond que ça. Leur dogme, c'est que l'information doit être rentable. Le risque ? Si elle ne se vend pas avec profit, elle sera passée sous silence... Le rôle des médias ? Réduit à justifier en permanence le système libéral. En rupture avec une information diversifiée, pluraliste, la presse ne devrait plus être un contre-pouvoir, mais faire partie du pouvoir.

Tel est l'objet des états généraux de la presse convoqués par le président Sarkozy.

Un putsch, ces états généraux de la presse ? Si nous n'intervenons pas, vous et nous, alors la seule volonté du Président consacrerait le basculement de l'information dans l'univers exclusif de la banque et de l'industrie. S'ils restent confinés entre spécialistes, oui, l'issue des états généraux sera fatale au pluralisme.

L'information est notre cause : donnons- lui notre voix pour que demain chaque voix compte.

Ce que dit la Filpac Cgt

Le gouvernement organise des « états généraux de la presse ». Etats généraux ? Alors il doit s'agir d'un vaste débat national, public, ouvert à tous. Pas d'un séminaire d'experts de connivence, d'économistes du même bord, de financiers et d'industriels intéressés par leurs parts de marché. On parle bien de ça ? Alors, avançons les moyens, mesures et initiatives à mettre en œuvre au service de l'information, du pluralisme, de la démocratie.



Pour une orientation démocratique

La presse, l'essor du nouveau média numérique, l'information en général, ont besoin de se frayer de nouveaux espaces, et de faire fructifier les acquis historiques en matière de démocratie. Mais existe-t-il un choix démocratique ? Tout dans le discours dominant est centré sur l'économie libérale, érigée au rang de science exacte, de vérité absolue. Priorité doit être donnée à la qualité

de l'information, pas à la rentabilité de la transaction commerciale de sa vente.

La crise ? Celle de l'offre éditoriale

Les éditeurs parlent de la « crise » de la presse. De quelle crise s'agit-il ? Elle est engendrée par la pauvreté de l'offre éditoriale et des contenus, par l'extrême rareté de l'initiative créatrice de nouveaux titres, qu'ils soient imprimés ou sur un site Internet.

La crise de la presse est d'abord la crise de l'offre éditoriale.

En revanche, la part est belle pour un certain type d'informations, celles relevant de la sensation, de l'émotion, du superficiel.

Une entreprise de formatage de l'opinion se construit, elle est l'inverse du choix à opérer pour la promotion de l'information. Le rôle de la presse et de l'information doit être renforcé dans l'espace public. La presse et l'information doi-

vent participer au débat public, pas à la fabrication de l'opinion.

Le rôle des institutions démocratiques

L'information et la presse, pour exister dans notre pays que certains aimeraient immerger dans le libéralisme, doivent-elles être, obligatoirement, concentrées dans de grands groupes ? Ou bien ont-elles une chance d'accès à l'indépendance, à la qualité au service du citoyen ? Dans ce cas, des mesures doivent être prises pour les protéger, assurer leur pérennité et leur développement. L'information et la presse sont mortelles. Assurons-leur une longue vie.

A cet égard, quel est le rôle des institutions démocratiques et des pouvoirs publics ? Aider les groupes les plus forts à construire un marché de l'information à l'échelle mondialisée, ou développer une société de l'information fondée sur des valeurs démocratiques, qui nécessitent des investissements et une régulation économique et sociale renforcée.

De quoi parle-t-on quand est évoqué un « nouveau modèle économique » ? Trois sources financent la presse d'information générale : l'achat du lecteur, la publicité, les aides à la presse. Marche-t-on vers le renforcement d'une illusion, la gratuité, pour mieux éradiquer l'une des sources de financement, les aides à la presse ? Qu'elles doivent être réorientées vers la création éditoriale, vers le soutien aux moyens de l'indépendance, certainement. Mais supprimées ? Non. Des partisans organisés agissent en lobby pour obtenir cette destruction. Nous sommes pour réévaluer ces aides, pas les détruire.

Promouvoir le pluralisme et l'indépendance de l'information

Notre choix est net : force doit rester à la démocratie. Il s'agit de promouvoir le pluralisme de l'information, donc de la presse, de soutenir l'initiative éditoriale nouvelle, de conforter les moyens industriels leur permettant d'exister, d'assurer une distribution et une diffusion équitables qui maintiennent le droit et l'accès libre à l'information, de mettre au point un système de solidarité qui soutienne les organes de presse les plus faibles, de créer de véritables instruments de mesure de la vente de l'information et de la presse.

Ces objectifs relèvent d'une loi d'orientation.

En conséquence, nous optons pour un

renforcement des organes de régulation de l'information et de la presse.

Des structures existent :

- ☞ une direction du développement des médias sous la tutelle du ministère de la Communication et de la Culture,
- ☞ un conseil supérieur des messageries de presse chargé de l'application de la loi sur la distribution de la presse (loi Bichet),

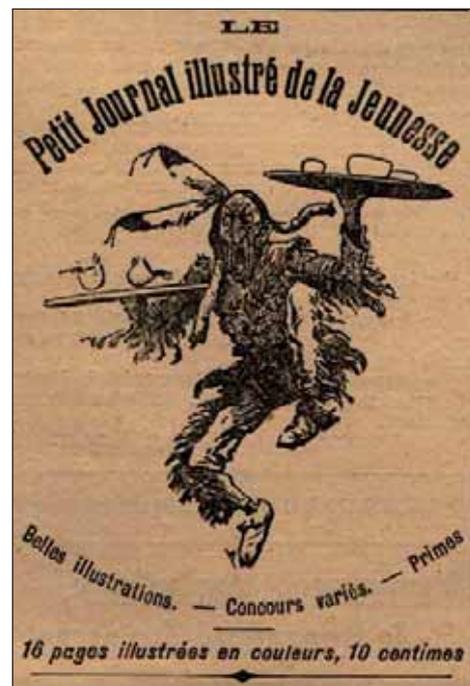
- ☞ une commission paritaire des publications et agences de presse groupant administrations et entreprises de presse, dont le secrétariat relève de la DDM,
- ☞ une société professionnelle des papiers de presse assurant le service d'une centrale d'achat aux éditeurs.

Il s'agit maintenant de mieux coordonner leur action au service de l'indépendance et du pluralisme de la presse et de l'information. Pour ce faire, nous préconisons la création d'une haute autorité de la presse, en charge de l'application de la loi d'orientation, de la coordination des moyens de régulation, et dont les membres seront désignés par l'Assemblée nationale, le Sénat et le Conseil économique et social.

Les moyens de l'initiative éditoriale

L'exercice concret de la démocratie de l'information suppose des moyens. A défaut, seuls les plus fortunés dispose-

**L'INFORMATION
ET LA PRESSE
SONT MORTELLES.
ASSURONS-LEUR
UNE LONGUE VIE.**



raient du pouvoir de création éditoriale. La dérive actuelle l'illustre. C'est pourquoi la création éditoriale, l'encouragement aux initiatives rédactionnelles doivent disposer d'un système de financement. Un fonds tel que celui existant dans l'industrie cinématographique devra être créé, dont les sommes collectées seraient allouées selon les préconisations de la Haute Autorité.

L'initiative éditoriale, ainsi encouragée, aura également pour effet de renouer les liens de confiance très détériorés entre les lecteurs et les rédactions. Existence de chartes déontologiques, dont celle de Munich est la référence. Mais elles ne sont pas appliquées. De surcroît, le nouveau média, Internet, véhicule une somme considérable, en perpétuelle progression, d'informations non vérifiées. Dès lors la qualité de l'information n'est pas certifiée. Un label devra être mis en place qui, apposé sur le support médiatique, certifiera la véracité des informations délivrées par des professionnels et les indissociables bonnes relations sociales (tarifs salariaux, qualifications, temps de travail, stabilité des contrats de travail) présidant aux rapports entre salariés et direction au sein des entreprises d'information.

Soutien public au pluralisme

Le pluralisme est d'importance constitutionnelle, le Conseil constitutionnel l'a établi en 1984. Pour que nul écart ne se creuse entre les textes fondamentaux de la République et la réalité du terrain, le pluralisme doit être supporté par un fonds à vocation égalitaire. Précisément, la répartition des fonds doit être inversement proportionnelle aux capacités

financières, aux ressources publicitaires des différentes entreprises d'information. Le choix d'attribution des sommes et leur montant doivent cibler les supports quotidiens d'information générale de façon à corriger les inégalités existantes, et à encourager les initiatives et créations éditoriales. La gymnastique économique se mettra au service du pluralisme en ce sens que le mur de l'argent ne fasse pas obstacle à la libre circulation des informations, des opinions et des idées qui lui sont liées.

Distribution et impression : la place des moyens industriels

Les moyens industriels au service de l'initiative éditoriale font partie intégrante des moyens du pluralisme. Les centres d'impression des quotidiens reçoivent la garantie de demeurer attachés aux entreprises d'information, qui utilisent leurs moyens pour assurer l'indépendance de leur fabrication.

De la même façon, la loi Bichet et le système de distribution des NMPP et des MLP doivent être confortés et adaptés aux missions qui sont les leurs : fournir au citoyen, en quelque lieu que ce soit du territoire, le ou les titres de son choix. Les éditeurs, à l'instar des moyens d'impression, doivent garder la maîtrise de la distribution, ce qui les met à l'abri d'opérations industrielles dont la logique négligerait forcément le respect fondamental de la liberté d'accès au titre choisi par le lecteur.

Pour un cadre social renoué

De façon par trop systématique, la question sociale est traitée par une simple soustraction des effectifs, par des procédés de rupture du contrat de travail, qu'ils prennent l'aspect d'ainsi nommés départs volontaires, de plans de licenciements collectifs, de guichets incitant au départ individuel au terme de transactions obscures.

L'information, la presse et le média numérique reposent sur des personnels

qualifiés, motivés, dûment rémunérés. Pour rétablir ces normes, développer les nouvelles qualifications, conforter l'attachement professionnel aux entreprises d'information, la Filpac Cgt préconise pour l'ensemble des formes de presse d'information générale, imprimée comme numérique, la construction d'un cadre social correspondant à la création d'un statut stable du travail salarié. ●

Montreuil, le 23 juillet 2008

LA FILPAC CGT PREND TOUTES DISPOSITIONS ET INITIATIVES, AVEC SES ADHÉRENTS, MILITANTS, DÉLÉGUÉS ET ORGANISATIONS, POUR PORTER SES POSITIONS ET PROPOSITIONS DANS LE DÉBAT PUBLIC, DE TELLE MANIÈRE QU'ELLES SOIENT ENTENDUES ET PRISES EN COMPTE AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA PRESSE.



L'auto da fe d'Alain la Verrue

Les états généraux de la presse sont « *une bonne chose si ça peut contribuer à aider les titres qui ont des problèmes de diffusion, aider à mettre à bas le monopole du syndicat du Livre qui a été la verrue qui explique l'état calamiteux où est la presse française depuis quarante ans* », a déclaré Alain Minc, ancien président du Conseil de surveillance du Monde, en septembre sur *France-Inter*.

« *Il faudra bien faire un jour avec le syndicat du Livre ce qu'un excellent secrétaire d'Etat à la Marine socialiste, M. Le Drian, a fait aux dockers : on a racheté leurs privilèges et on a eu à nouveau des ports* », a-t-il ajouté.

Réponse de la Filpac Cgt au conseiller des chevaliers du libéralisme.

Alain Minc



Pour
en finir
avec
le mythe
du
monopole
du Livre



Michel Muller, secrétaire général de la Filpac Cgt

Monopole? Il a existé dans l'imprimerie. Balzac le nommait «paradis des ouvriers» (Illusions perdues). Il était lié au mode unique de production d'images et de textes imprimés. Les typographes et imprimeurs l'ont exercé tant qu'ils détenaient le savoir-faire du seul procédé technique possible. Très tôt, dès le XIX^e siècle, avant la naissance de la Cgt, des chambres syndicales ont habillé ces métiers incontournables de redingotes corporatives. L'informatique, vieille de quelque trente ans, a eu raison de ce monopole professionnel, dès qu'elle a proposé un procédé industriel de création de textes et d'images sans passer par des lettres de plomb. Le reste a suivi.

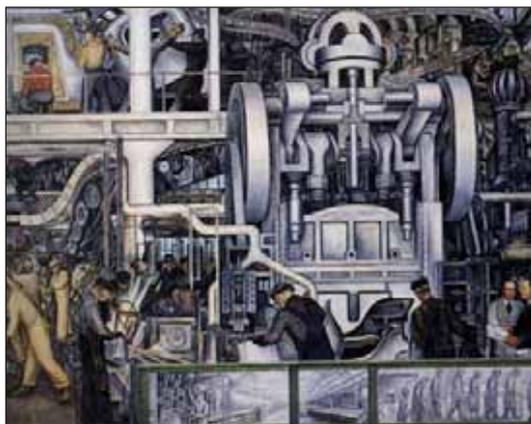
Monopole ? Des groupes bien actuels de presse quotidienne régionale l'exercent : ils diffusent leurs titres sans aucune concurrence dans nombre de départements. Un gentleman's agreement, toujours nié, a établi un partage du territoire national. Il se pratique au détriment du volume des ventes, stimulées quand les quotidiens entrent en concurrence. Monopole? Si ce mot a un sens, il convient par excellence au groupe Hachette-Lagardère : édition, magazines (il en est le leader mondial), presse quotidienne, distribution (journaux et livres), rien ne se fait dans ce pays sans l'avis, l'autorisation, le feu vert ou le blanc-seing délivrés par ce champion ô combien national.

Monopole ? Les journalistes ont été contournés par le flux d'informations qui passent, sans eux, par le Net, comme l'ont indiqué Bruno Patinot et Jean-François Fogel (). Leur monopole sur la production d'informations a été rompu... sans d'ailleurs que l'information y gagne vraiment.*

De quoi parlent alors ceux qui s'obstinent à fustiger le monopole du Livre ? De la poésie des ruines ? Non, ils espèrent une presse, et un univers de l'information, où les salariés qualifiés auront disparu des comptes d'exploitation. Pour eux, aucune évolution, aucune redéfinition des professions dans l'univers numérique ne doit être possible. A l'inverse, un effort sans précédent a été entrepris par les ouvriers du Livre ! Les typographes, constatant la fin de la frontière séparant travaux d'exécution et de création dans la sphère éditoriale, ont entrepris une mutation vers les nouveaux métiers de la rédaction. Les imprimeurs, parallèlement, ne cessent d'anticiper les évolutions technologiques, de participer à la mise en place de centres d'impression correspondant aux besoins des éditeurs, de profiler les imprimeries pour une

meilleure compétitivité. La distribution de la presse est en ce moment même l'enjeu d'une modernisation majeure à laquelle nombre de salariés ont participé. Et il faudrait avoir quelque considération pour la vulgate anti-ouvrière, version nouvelle de la fin de l'Histoire, pourvu que ce soit celle du Livre ?

Il est bien établi que, à pays équivalent, Allemagne, Angleterre, Italie du Nord, Pays-Bas, le travail qualifié a grosso modo



le même coût, même si le modèle de l'entreprise de presse diffère. En revanche, ce qui change tout, c'est le nombre d'exemplaires de journaux vendus. A prix du travail égal, et souvent supérieur dans les pays voisins, combien de journaux anglais, allemands, italiens ou espagnols sont vendus à des millions d'exemplaires, pendant que nos quotidiens nationaux ressemblent à des bulletins confidentiels de connivence et d'initiés ? Et que l'on ne compare pas les coûts de la presse avec une pseudo-gratuité numérique, illusion des temps modernes. Pour un message envoyé par le Net, il en faut des réseaux numériques, des satellites, de la fibre optique, des systèmes informatiques professionnels, des ordinateurs individuels, des logiciels, des abonnements aux fournisseurs d'accès, etc. Quelle usine à gaz,

et pour nous c'est un compliment, car elles fonctionnent à merveille, ces usines. L'élan donné pour l'informatisation de la société remonte à 1978. L'actuelle numérisation généralisée en est l'enfant. Le Net est un média et le média des médias, au sens où il est le lieu de convergence de tous les médias. Dans cette interpénétration sans précédent, le fil conducteur du travail qualifié, du travail de professionnels, ne doit pas être perdu. Le numérique est une aubaine s'il s'agit d'information de qualité. Alors, les professionnels seront à la fête. A condition que les états généraux de la presse réhabilitent la valeur du travail qualifié, et redressent la barre. Trop de précarité, trop de polyvalence, trop de raisonnements par l'espérance de retour sur investissement à court terme viennent polluer la marche en avant de l'information. Les réseaux numériques peuvent démultiplier sa diffusion, forçant le journal papier à se redéfinir, le relancer avec une personnalité propre et complémentaire.

Le sens de l'intervention de la Filpac Cgt, en participant à ces états généraux, se fonde sur un projet d'avenir : négocier le virage numérique et ses incidences professionnelles et sociales, militer pour une information servie par des médias pluralistes et des emplois qualifiés, boostée par une dynamique de création éditoriale, garantie par des aides orientées vers la création éditoriale et le soutien à la presse d'opinion.

Pour la Filpac Cgt, ces états généraux ne doivent pas être une bataille d'experts, mais un débat public, le plus large possible, pour servir la cause de l'information pluraliste. ●

() Une presse sans Gutenberg, éditions Grasset.*

Les porteurs
de presse :
vers une **chance**
de progrès
social,
ou
vers **l'impasse**
de la
déréglementation ?

Les états généraux de la presse écrite commandés par Nicolas Sarkozy sont venus rappeler les enjeux économiques et sociaux de la distribution de la presse, et l'importance que revêt à cet égard le développement du portage à domicile.



Critérium des porteurs de journaux à Paris en 1936.

LES SUBSIDES DISTRIBUÉS PAR L'ÉTAT POUR AIDER LE SECTEUR DE LA PRESSE SONT ACCAPARÉS PAR LES ÉDITEURS QUI LES UTILISENT POUR SE DISPENSER DE RATIONALISER LEUR PROCESSUS DE PRODUCTION

La situation actuelle peut se résumer ainsi :

Les éditeurs de la presse quotidienne nationale et de la presse magazine ne recourent encore que de façon marginale au portage à domicile. En effet, une tarification postale très avantageuse pour les éditeurs de presse et la forte pénétration du marché obtenue grâce au réseau de distribution des NMPP ne les incitent guère à utiliser ce mode de distribution.

Cependant, la baisse de leurs recettes, la diminution du nombre des points de vente traditionnels et l'augmentation prévisible du coût de l'abonnement posté vont les amener à s'y intéresser davantage et à suivre l'exemple des éditeurs de la presse régionale.

Ces derniers font appel depuis longtemps au portage qui leur permet de fidéliser leurs lecteurs et leur apporte une connaissance fine de leur lectorat, en même temps qu'un instrument de ciblage des annonces publicitaires et d'adaptation de leur ligne éditoriale aux préférences de leurs abonnés. 86 % des exemplaires de la PQR/PQD sont ainsi actuellement portés.

Outre ces avantages en termes de fidélisation, de ciblage et de différenciation, la distribution portée se distingue encore de la distribution postée en ce qu'elle

le assure chaque jour une livraison avant 7 heures du matin, fournissant ainsi un avantage de « premier distribué ».

Pour autant, le modèle économique de cette activité est toujours fragile

En dépit de conditions de travail et de rémunération purement et simplement honteuses pour la plupart des travailleurs du secteur, les coûts du portage de presse restent élevés. Il faut ainsi additionner les frais de routage et de logistique, les coûts de gestion administrative et informatique des abonnés, les dépenses salariales, importantes dans un secteur fortement utilisateur de main-d'œuvre, et des frais kilométriques directement impactés par la hausse du coût des carburants. Dans un contexte économique déprimé, ces coûts sont orientés à la hausse, tandis que le pouvoir d'achat moyen des travailleurs du portage diminue.

En effet, les subsides distribués par l'Etat pour aider le secteur de la presse sont accaparés par les éditeurs qui les utilisent pour se dispenser de rationaliser leur processus de production, et se gardent bien d'en faire profiter des travailleurs notoirement surexploités, ce qui explique que le portage ne soit, bien souvent, qu'une activité d'appoint.

Historiquement, les colporteurs de presse étaient payés à l'exemplaire et travaillaient avec un statut d'indépendants particulièrement inadapté : les colporteurs étaient soumis à un régime de cotisations sociales forfaitaires indépendantes de leur chiffre d'affaires et le plus souvent trop élevées au regard de la faiblesse de leur temps de travail et de leur rémunération.

Cela favorisait le travail au noir, entretenait la pauvreté de ces travailleurs et leur fermait tout accès à une protection sociale généralisée. La loi du 3 janvier 1991 tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, devait remédier à cette situation en créant un statut de porteur de presse salarié et en rattachant la quasi-totalité des travailleurs du secteur, indépendants et salariés, au régime général de Sécurité sociale. Depuis cette loi, le statut de vendeurs colporteurs de

presse (VCP) est réservé aux travailleurs indépendants qui, effectuant, sur la voie publique ou par portage à domicile, la vente de publications quotidiennes et assimilées, exercent leur activité en leur nom propre et pour le compte d'un éditeur, d'un dépositaire ou d'un diffuseur.

Ces travailleurs ont la qualité de mandataire-commissionnaire aux termes d'un contrat de mandat. Ils sont inscrits à ce titre au Conseil supérieur des messageries de presse qui leur délivre une attestation justifiant de leur qualité de mandataire-commissionnaire.

Tous les autres travailleurs effectuant sur la voie publique ou par portage à domicile la distribution de publications quotidiennes et assimilées ont le statut de porteur de presse salarié chaque fois que les conditions juridiques de leur activité ne répondent pas à celles du VCP.

15 000 à 20 000 porteurs

Aujourd'hui, les 15 000 à 20 000 travailleurs du portage de presse se répartissent à peu près à égalité entre les deux statuts de la profession, en fonction des exigences imposées par les éditeurs plutôt qu'en raison de préférences personnelles.

Certains journaux privilégient plutôt le



“Montaigne” veille

recours au statut de salariés dans le but de fidéliser les porteurs et de réduire un turnover trop élevé directement lié aux horaires matinaux et à la faiblesse des rémunérations. Ce souci de fidélisation du porteur répond à la nécessité d'assurer une qualité de distribution irréprochable pour fidéliser le lecteur.

D'autres journaux restent attachés au statut de VCP, plus avantageux en termes de coût et de flexibilité pour l'éditeur, qui échappe notamment aux obligations légales relatives au repos compensateur, au droit individuel à la formation, au repos hebdomadaire et aux congés payés.

Or, dans ce second cas de figure, le statut de VCP est trop souvent dévoyé par les donneurs d'ordres (éditeurs, entreprises de portage, dépositaires, diffuseurs). Ce statut, en effet, suppose un travailleur indépendant qui organise librement son travail (dès lors qu'il respecte le cahier des charges du donneur d'ordres) sur une zone géographique dont il a l'exclusivité. Le VCP devrait donc être propriétaire de sa tournée et responsable des encaissements, alors que, dans la majorité des cas, l'éditeur décide de mettre en place directement un prélèvement automatique ou de faire payer les exemplaires en avance. De tels agissements devraient normalement conduire à la requalification du statut de travailleur indépendant en celui de porteur salarié.

C'est pourquoi, en signant la convention collective du portage de presse prévue pour entrer en vigueur au 1^{er} juillet 2009, et en soutenant sa demande d'extension, la Filpac Cgt a cherché à délimiter un socle social susceptible de faire émerger un véritable statut du porteur de presse, plus protecteur, mais aussi mieux protégé des stratégies de contournement des donneurs d'ordres.

Dans son discours du 2 octobre 2008, Nicolas Sarkozy a souligné la nécessité de « développer fortement le portage, qui constitue une piste prioritaire pour la distribution de la presse quotidienne et une importante source d'emplois ». La Filpac Cgt ne peut qu'approuver une telle position, mais à la condition, évidemment, que ces emplois cessent de constituer une trappe à pauvreté.

Dès lors, la question du portage est bien celle du choix du progrès social enfin généralisé par un véritable statut, plutôt que de l'impasse d'une déréglementation qui nous ramènerait à la situation antérieure à la loi de 1991. ●

A PROPOS DU RAPPORT
DE L'INSTITUT MONTAIGNE
SUR LA PRESSE QUOTIDIENNE
MARDI 12 SEPTEMBRE 2006

Avant que les libéraux n'arrivent au pouvoir, leurs boîtes à idées (les think tanks) fonctionnaient à plein. L'un d'eux, l'Institut Montaigne (pauvre Montaigne...), émettait en août 2006 un rapport sur le sauvetage de la presse écrite. Il inspire les états généraux. D'où l'intérêt de publier, sans changer une virgule, notre analyse de septembre 2006.



Par le rapport qu'il a publié en août, l'Institut Montaigne prête son cerveau et sa plume à ceux qui le subventionnent, les patrons du CAC 40, pour justifier une cure de libéralisme ultra à infliger d'urgence à la presse quotidienne. Ce rapport est dangereux. Il est utile aussi, à sa façon. Parce que, sans masque, les libéraux nous livrent leur véritable but : balancer toute la presse au marché, des journalistes aux distributeurs !

Un soupçon d'enquête, mais une enquête qui n'est pas au-dessus de tout soupçon

C'est l'Institut français de l'opinion publique (IFOP), la boîte de communication dont Laurence Parisot, la patronne des patrons, est pédagogue, qui a enquêté pour ce rapport, intitulé « Comment sauver la presse quotidienne d'information ». On n'est jamais si bien servi que par soi-même... Une enquête téléphonique auprès de 10 interlocuteurs et de 668 jeunes de 15 à 34 ans sondés, le tout en janvier 2006, cela a suffi à l'Institut pour se forger une opinion afin d'établir ce rapport, dont, complaisamment, la presse s'est largement fait l'écho. Léger comme enquête, mais qu'importe à l'Institut, il avait déjà rédigé les conclusions par avance. Alors, à quoi bon...

Annoncer l'apocalypse pour répandre le doute

Le titre en soi est tout un programme : pour « sauver la presse », il faut qu'elle soit déclarée en danger de mort. C'est ce à quoi l'Institut se livre, mêlant sa voix au concert des croque-morts et autres fossoyeurs, qui se relaient ces derniers temps dans les médias pour annoncer le décès imminent de la presse quotidienne payante. « *La presse quotidienne nationale... semble s'engager sur la voie d'un déclin irréversible* », pronostiquent les experts de l'Institut.

Pas assez dramatique ? Alors ils en rajoutent : « *Le support papier peut parfaitement avoir disparu dans cinq ans.* » Pourquoi pas juste après Noël ? Tout est dans la subtilité de l'accumulation des désastres annoncés. Non pas que le problème ne se pose pas, mais nos libéraux à la manœuvre se calent sur l'hypothèse de l'apocalypse imminente, comme les Témoins de Jéhovah. « *Dans le monde entier est posée la question de l'avenir de la presse d'information, donc de son financement et de son rôle dans la société...* »

« *Les professionnels de l'information doutent du sens et de la pertinence de leur travail, tout entier organisé autour de la production écrite, du rendez-vous quotidien avec un lectorat autrefois fidèle et intéressé par le débat public.* » Voilà ce que les propagandistes de l'Institut libéral entretiennent et cultivent dans l'opinion : le doute, le dégoût de l'avenir, l'impression d'être dépassé, l'envie de démissionner, le réflexe de la reddition sans combat. Bref la démoralisation, le défaitisme. La catastrophe arrive, c'est sûr, nous affirment ces beaux messieurs de l'Institut Montaigne. A quoi bon lutter ?

La méthode des glissements successifs

Un savant mélange d'évidences partagées et de dogmes partisans. Voici comment « Montaigne » passe d'un constat réel, l'offre de la presse de qualité est inadéquate, à la négation du besoin de la presse de qualité.

- Premier temps du raisonnement, « Montaigne » décrit le phénomène suivant : « *Il existe une demande réelle d'information à laquelle ne répondent pas nos quotidiens ou leurs sites en ligne.* » Qui va nier cela ?

- Deuxième affirmation. Attention, ça glisse ! « *De nombreux lecteurs attachent de moins en moins d'importance à la qualité de l'information et à sa labellisation par un organe de presse réputé.* » Parce que l'IFOP rapporte la désaffection de lecture de la presse quotidienne chez les jeunes, alors « Montaigne » en déduit que cette désaffection signifie une chute de la demande de qualité. Ça, c'est de la propagande.

- Troisième temps de la propagande : « *L'absence de besoin ressenti à l'égard de l'information de référence pourrait aussi annoncer la disparition, à terme, de la presse quotidienne payante, au moins du modèle économique sur lequel elle a prospéré depuis la fin du XIX^e siècle, où l'importance des coûts fixes était rendue acceptable par l'importance des tirages.* »

Cette demande de qualité n'existe plus. Son absence, sa défection sont les causes de la crise.

Le système économique et politique qui encadrerait cette demande de qualité doit être délogé, à commencer par les ordonnances et lois qui, depuis 1944, assignent à l'Etat un rôle régulateur. Les libéraux en concluent que la presse quotidienne est en crise non parce que l'offre est asthmatique, mais parce que la demande est essoufflée. Manquent pas d'air, nos instituteurs libéraux. La faute à

la base ! Ce n'est pas celle des élites, qui ne savent pas faire de canards attractifs. Les gens n'en veulent plus, de la qualité, je vous dis...

Donc un rejet par les masses de la politique, une rupture dans la demande de débats et d'informations sûres et vérifiées, politisées donc ennuyeuses, d'analyses apportant un sens aux événements, voilà ce qui sert de toile de fond au rapport.

C'est d'autant plus tordu et pervers que c'est précisément le libéralisme qui contribue à tuer la politique : puisque priorité est donnée à l'économie, et que l'économie ne peut qu'être libérale, à quoi bon s'investir dans le débat citoyen puisque le marché règle tout et le reste ? A quoi bon la démocratie, puisque le vrai pouvoir réside dans la monarchie économique libérale ? Or, la presse existe en fonction du débat dans un espace démocratique, dans une République où la chose publique ne se réduit pas à un calcul de rentabilité. La cité cédant la place au marché, pourquoi débattre, puisque le commerce est l'essence de toute chose, et que toute chose est marchandise ?

Un raisonnement libéral en cascade

De la suspicion à l'égard des journalistes à l'inutilité des journalistes, de la fin préconisée du statut des journalistes pour mieux faire l'éloge du marché.

La presse de qualité n'étant plus demandée, à quoi bon des journalistes, se demandent tout haut les gens de « Montaigne » : « *La crise de confiance à l'égard des journalistes se double d'une suspicion systématique pour l'information payante, assimilée à toutes les connivences.* » Affirmation non dénuée de fondement, chacun peut constater que la défiance à l'égard des politiques se double d'une défiance à l'égard de ceux des journalistes qui rédigent, parlent ou paraissent à la télé, bref qui sont les voisins du pouvoir.

Cette défiance enregistrée va nourrir chez « Montaigne » le glissement suivant, de la défiance à l'égard des journalistes à leur contournement.

Puisque « *la disparition progressive des véritables médiateurs que sont les journalistes* » est avérée, comment sont-ils contournés ? Par les blogs ! Le blog étant la prise de parole individuelle sur Internet, sans journaliste, « *les blogs ne sont-ils pas en train de faire de l'information un produit comme les autres* » ? D'où le tour de passe-passe : ce n'est pas le marché qui réduit tout à l'état de marchandise, c'est le blog. Puisque le blog

est l'aspiration à une expression libre, il ne peut qu'être un outil du marché. D'où le but de la démonstration : les blogs militeraient donc pour le marché libre, libre des contraintes de la presse de qualité et des journalistes. Le besoin d'expression individuelle étant assimilé à de l'information libre, cette aspiration ne peut s'épanouir que dans le marché.

Et, ô surprise, ça tombe bien, parce que « *le jeu du marché garantit en effet l'information de qualité, surtout depuis que l'information générale, les gros titres, sont disponibles gratuitement.* » Pour un peu, si on les suivait, le marché serait le véhicule de la gratuité...

Puisque le marché, c'est la qualité de l'info, constituons de grands groupes multimédias...

La ligne d'arrivée de l'imposant rapport de l'Institut Montaigne est en vue. Voilà le marché présenté comme l'universelle panacée. Au nom de la libre circulation sur le marché, il faut lever tous les obstacles à la fluidité, au bon fonctionnement des réseaux, voilà la cohérence des « propositions de Montaigne ». « *Dégripper le système sans remettre en question, bien évidemment, la nécessité de préserver le pluralisme de l'information.* » Bien évidemment...

Comment ?

Puisque le marché se trouve être le seul garant réel du pluralisme, c'est que les groupes qui dominent la communication sont l'expression de ce pluralisme.

Des noms ? « *Le pluralisme et la qualité de l'information en Grande-Bretagne sont garantis en partie par News Corp, contrôlé par Rupert Murdoch.* » En Italie, c'est la famille Berlusconi, dans son groupe multimédia, qui incarne ce pluralisme ; en Espagne, ce sera le groupe Prisa. En Allemagne, le groupe Bertelsmann. En France, Lagardère ? Les magnats de la communication, Berlusconi, chevaliers blancs du pluralisme. La dialectique libérale casse des briques... vestiges des ordonnances de 1944 et des lois anti concentration, conventions et statuts.

... puis cassons ce qui gêne l'exercice du marché

Au Kärcher, tout le reste ! Ce qui urge, c'est que la France parvienne d'un seul coup de reins à accoucher de la vraie liberté pluraliste de l'information et d'un grand groupe multimédia, de la taille de Prisa, Murdoch, Berlusconi ou Bertelsmann.

Quelles sont les gênes dans l'exercice du marché sans contrainte ? Eh bien ! ce sont toutes ces choses, qui amènent les 11 propositions de l'Institut Montaigne, parmi lesquelles :

1. Fin des aides à la presse après reconduction pendant trois ans, au terme desquels l'Etat serait satisfait du modèle libéral mis en pratique dans les organes de presse, ou remboursé !
2. Aides aux groupes qui créent des imprimeries décentralisées ou qui vont imprimer à l'étranger.
3. Licenciement des rotativistes Cgt, casser les conventions collectives ouvrières.
4. Mettre fin à la loi Bichet, et à la distribution des quotidiens sur tout le territoire.
5. Fin du périmètre d'exploitation des kiosques, vendre les quotidiens dans les bars, restaurants et chez les buralistes.
6. Distribution organisée en fonction d'un paiement par avance des titres.
7. Fin des lois anticoncentration.
8. Fin des seuils anti-concentration dans la PQR.
9. Fin du droit d'auteur pour les journalistes et photographes.
10. Renégocier la convention collective des journalistes par la salarisation de ce métier, qui se verrait privé de clause de cession.

Ce rapport de l'Institut Montaigne, c'est une leçon de raisonnement libéral chimiquement pur.

Réponse en tous points opposée au rapport de Michel Muller adopté par le Conseil économique et social, ce rapport vise à inspirer les patrons.

Ce n'est pas l'utopie libérale pour la presse quotidienne, c'est le programme d'action du Medef contre le pluralisme, l'éloge à la gloire d'un monde sans lois, d'une presse totalement domestiquée.

Voilà une source toute fraîche de motivation pour ne rien lâcher en presse, et y développer la Cgt. ●

Cette note n'est pas une lecture exhaustive. Sa seule ambition est d'éclairer ce rapport sur les points qui semblent brûlants. Pourquoi ? Parce que ce rapport n'est pas le texte décisif des états généraux de la presse. Il n'est qu'un texte d'étape, sorte de ballon-sonde, pour voir les réactions des uns et des autres. Les textes produits par les différents ateliers des états généraux, et l'arbitrage du président donneront la vraie substance, qui reste à venir.

N'empêche, le rapport de la secrétaire UMP aux entreprises, première adjointe au maire du XVI^e arrondissement de Paris, presque périmé alors qu'à peine sorti, vaut le détour et la réflexion. Pour mieux préparer cette échéance.

NOTE
DE
LECTURE
DU

rapport
Giazzi

La mission

Sarkozy demande à Giazzi un rapport qui analyse « le défi de la migration vers le numérique des entreprises de médias et de formuler des propositions de mesures d'accompagnement pour faciliter cette mutation ». Le « diagnostic partagé » et les propositions s'inscrivent « dans le cadre du plan national de développement de l'économie numérique ». C'est-à-dire la mission Besson conforme au rapport Jouyet-Lévy (*L'Économie du numérique*).

Les objectifs affichés, érigés au rang de deux principes

« Maintenir et favoriser à tout prix le pluralisme de l'information... protéger les métiers de l'information, aider et soutenir un statut du journaliste digne de ce nom, aider, soutenir et protéger notre presse d'opinion ». (Synthèse, page II)

« Assurer la rentabilité et la compétitivité de nos entreprises de médias et faire naître des champions internationaux... donc... proposer un ensemble de mesures de dérégulation et de libéralisation ». (Synthèse page II)

Dérégulation et libéralisation sont les maîtres mots de la politique libérale en vigueur à l'échelle planétaire depuis le début des années 80.

Elle connaît son aboutissement par la faillite du système financier international, sauvé – pour l'instant – in extremis par une intervention de régulation et de nationalisation des géants des banques en faillite. Dérégulation et libéralisation vont pourtant guider un rapport qui évacue le contexte économique pour mieux immerger ses conclusions dans la rupture libérale préconisée.

La cause unique, la révolution numérique

Il faut parler du cadre général de la presse et des médias à l'imparfait, car la révolution numérique arrive. Dans ce rapport, elle est soigneusement dissociée d'une économie qui est évacuée pour mieux être omniprésente.

Elle impose un nouvel équilibre, qui, décrète Giazzi, doit reposer sur de grands groupes industriels. Seuls ces groupes lutteront contre « les groupes de médias internationaux et contre les nouveaux géants technologiques ou internet... » (Synthèse page IV)

« Il y a donc urgence à faire sauter les verrous qui empêchent de grands groupes de médias français de devenir de

grands groupes plurimédia mondiaux... » (Synthèse page IV)

« La vague du numérique atteint désormais les médias... » (page 1). C'est marquant, « l'information de la société », de Simon Nora et Alain Minc, remonte à 1978, qui amorce l'informatisation générale de la presse et des médias.

Le lent processus de numérisation arrive à une phase de mise en réseau et de surgissement du média de tous les médias, Internet.

Mais cela ne vient pas d'arriver.

La révolution numérique invoquée sert à masquer la politique économique qui sous-tend le rapport, et à être présentée comme un impératif catégorique que nul ne peut mettre en cause.

La révolution numérique est traitée de façon floue et hésitante

Côté presse les « fragilités » constatées sont « antérieures à la révolution numérique ». « La presse française est en régression continue depuis quatre décennies et subit depuis environ cinq ans le choc frontal des réseaux numériques. » (page 3) La radio serait « entre deux crises » et la télé connaîtrait une baisse d'audience depuis 2006 en raison de la TNT.

Mais alors de quoi parle ce rapport ? De l'opportunité offerte par « le marché mondial de l'économie numérique » qui « devrait dépasser en 2008 les 3 000 milliards d'euros de chiffre d'affaires, avec un taux de croissance (+6%) deux fois supérieur à l'économie globale », (page 5), c'est-à-dire de l'aubaine de l'ouverture de ce nouveau marché.

Ou bien de l'impact du nouveau média numérique, et de la numérisation généralisée sur les médias ?

Au fond, ce rapport effleure le sujet. Des bouts d'analyse (taux d'équipement des ménages en ADSL), des remarques sociologiques sur les mœurs qui changent (contre-culture de la gratuité...), des considérations puisées au coin de l'air du temps (« souffle libertaire, désir de participation, recul du respect du droit d'auteur, information Cocoon (?), abondance des commentaires mal informés... ») (pages 8 et 9) conduisent le rapporteur à la conclusion établie depuis le début, il faut des grands groupes multimédias, rebaptisés champions nationaux.

Le numérique n'est qu'un décor dans ce rapport, évoqué pour mieux parler d'autre chose.

Un copié-collé du rapport de l'Institut Montaigne, temple du libéralisme ? Examen

Citant de nombreux rapports, dont celui de Michel Muller au Conseil économique et social, Lancelot (concentration des médias), Jouyet-Lévy, Attali, etc., Giazzi évoque lourdement l'Institut Montaigne : « Nous nous inspirons de certains de leurs constats ainsi que de quelques-unes de leurs recommandations ». (page 8) Lié à l'intention de libéraliser et déréguler, voilà qui fait craindre le pire. Regardons de plus près.

Les journalistes

Montaigne proposait :

« Aligner sur le régime de droit commun, par une renégociation complète de la convention collective de la presse quotidienne, les indemnités de licenciement liées à la clause de conscience ou de cession des journalistes. »

Giazzi recommande :

« Nous estimons que la clause de conscience doit être préservée. »

Les ambitions de Giazzi : remodeler cette profession. Après un coup de chapeau et des mesures symboliques comme l'intégration de la Charte de Munich dans la convention collective des journalistes (page 13), Giazzi affirme l'importance de la présence des journalistes, notamment sur les nouveaux supports (page 14).

Les aides à la presse et les journalistes

Derrière, se cache une grande ambition : ramener la définition du pluralisme à la seule présence de journalistes titulaires de la carte de presse : « Nous recommandons d'attribuer prioritairement les aides à la presse, notamment les exonérations de TVA accordées après labellisation par la CPPAP, aux entreprises dont les rédactions web sont composées de journalistes titulaires de la carte de presse. Cette recommandation s'applique en particulier aux journaux entièrement en ligne, aux journaux gratuits, et aux sites internet des journaux papiers. » (page 15)

« L'AFP a les moyens de devenir un vérita-



ble champion international du contenu numérique.» Giazzi en fait une société anonyme, avec un actionnaire majoritaire. Capitaliser l'AFP, ce serait lui garantir son statut de « socle central de l'indépendance et du pluralisme de l'information et lui conserver un statut écartant tout soupçon de partialité... » ? (page 18)

« Susciter des formations marketing dans les écoles de journalisme et de communication. » (page 26). « Inciter les groupes de presse à former leurs journalistes aux technologies du numérique. » (page 26). « ...Le soutien à la formation des journalistes est aujourd'hui une priorité essentielle pour l'avenir des médias. »

« Supprimer les seuils de détention capitaliste (49 %, 15 %, 5 %). » Même proposition que Montaigne. « Cette disposition [la limitation capitaliste] empêche la constitution de pôles capitalistes forts... C'est pourquoi nous proposons la suppression de ces seuils. La garantie du pluralisme, qui est déjà confortée par la protection croissante de la concurrence, nous semble devoir être recherchée par d'autres voies, et notamment par le renforcement de la profession de journalistes et de celui de l'AFP. » (pages 31 et 32)

Droit d'auteur

Pour mémoire, Montaigne proposait de « modifier le régime des droits d'auteur pour les articles et les photographes de presse quand ils sont produits par des journalistes ou photographes salariés en intégrant cette rémunération supplémentaire directement dans le contrat de travail. »

Giazzi : « Un journaliste n'écrirait plus uniquement pour le papier ou le web mais écrirait pour un titre multi-support. » « En contrepartie du paiement d'un salaire, le journaliste céderait son contenu à l'ensemble des supports d'un même titre ou marque. » (pages 32 et 33)

Conclusion partielle

Une profession dont l'existence serait l'expression du nouveau pluralisme et dont la présence détermine les aides à la presse se doit, selon Giazzi, d'intégrer la notion de diplôme, de formation, de se fermer pour mieux s'ouvrir à la conquête des marchés.

Que vaut dès lors la recommandation n°1 du rapport Giazzi, « constitutionnaliser la défense du pluralisme et de l'indépendance de la presse » ? (page 11) S'agit-il de faire entrer au Panthéon cette valeur symbolique et figée, de façon à consacrer l'écart entre le droit constitutionnel et la sauvegarde des marchés de l'information ?

Au fond, le rapport Giazzi n'est-il pas en grande partie tourné vers cet objectif de remodelage de la profession de journaliste ?

Le socle industriel

La distribution

«... Nous recommandons de revenir à l'esprit d'origine de la loi Bichet en limitant son domaine d'application à la seule presse d'information générale et politique ». (page 20)

« Libéraliser la réglementation des points de vente. » Giazzi veut un pas de géant dans le sens de la suppression de l'agrément aux diffuseurs de façon qu'ils puissent choisir les journaux qu'ils souhaitent présenter. « A défaut de supprimer tout agrément, il faudrait tout au moins rendre possible l'agrément au niveau d'une chaîne/enseigne pour les points de vente spécialisés. » (page 21)

Séparer quotidiens et périodiques, ramener le statut du diffuseur à pas grand-chose, voilà qui ressemble à une dynamique qui va plus loin que le plan Défi 2010, non encore appliqué dans les NMPP.

L'impression

« Soutenir une réforme drastique des imprimeries. » «... Comme l'a indiqué l'Institut Montaigne dans un rapport récent, les coûts d'impression, de papier et de distribution de la presse quotidienne française sont parmi les plus élevés du monde occidental. Ils représentent aux alentours de 50 % du prix total de revient d'un quotidien. » (page 22)

Alors, la guerre ? Giazzi en conclut : « Il est nécessaire aujourd'hui de rassembler les parties en présence (syndicats, imprimeurs, éditeurs) et d'élaborer des solutions satisfaisantes pour tous. »

La proposition de Montaigne : « Supprimer définitivement les bureaux de placement tenus par le Syndicat du Livre Cgt en vertu d'un monopole historique, d'ailleurs illégal... Financer des plans sociaux dans les imprimeries et mettre fin au monopole de l'embauche détenu par la Cgt, en dédommageant généreusement les intéressés. »

Le cadre général de la presse et des médias

Après avoir préconisé de « recentrer les aides à la presse sur la presse d'information générale et politique... et de les alléger sur certains secteurs à définir » (page 16), Giazzi passe à sa pièce de bœuf, « permettre la constitution de groupes de dimension internationale » (page 30).

Toutes les digues légales correspondant aux obstacles anticoncentration sont levées (page 31) :

« Autoriser un groupe de médias à possé-



der une chaîne de télévision, une radio et un quotidien de dimension nationale. »

« Supprimer les seuils de détention capitaliste (49 %, 15 %, 5 %) » (page 31). ●

CONCLUSION PROVISOIRE

Ce rapport moissonne les processus déjà en cours, mouvements de concentration, mise en cause du droit d'auteur. Il insiste particulièrement sur le remodelage de la profession de journaliste, il va plus loin que le plan NMPP Défi 2010, car il préconise la rupture avec une distribution basée sur la péréquation des coûts. Il n'évoque que de façon lointaine la période actuelle de numérisation généralisée et n'en conclut que fort peu de chose. Au fond, il est banalement libéral et ne préconise que la continuation de l'ordinaire connu par les salariés de la presse et des médias. Les attaques qu'il préconise sont, pour la plupart, déjà en cours. En somme, le rapport Giazzi est produit pour masquer un temps les intentions réelles de Sarkozy et d'Emmanuelle Mignon, laquelle doit rendre au président ses préconisations dans les heures qui viennent. Son seul intérêt est de nous tenir éveillés et d'indiquer, peut-être, l'azimut choisi par les artilleurs au pouvoir.

L'éco-social

Premier groupe paritaire de protection sociale

Un paritarisme compétitif : notre vocation non lucrative et notre solidité financière nous permettent d'affecter la majeure partie de nos bénéfices à la création de valeurs sociales, tout en préservant les équilibres financiers nécessaires à la pérennité du groupe.

Notre mode de gouvernance préserve notre indépendance, garante d'un dialogue social objectif et efficace avec vous.

La solidarité

Premier budget d'action sociale du monde paritaire

Il permet d'assurer un soutien aux familles au-delà des garanties contractuelles en cas de difficultés particulières.

Le professionnalisme

Une solide expérience de la négociation collective

Une équipe dédiée et expérimentée pour vous accompagner en prévoyance, santé, épargne et retraite en innovant, pour être plus compétitif et plus réactif.

La proximité

L'attention à la personne guide nos actions

Pour répondre aux attentes de chaque interlocuteur, 6 500 collaborateurs se mobilisent au service des entreprises de votre secteur, de vos salariés et de vos adhérents.



malakoff médéric

PRÉSENTS POUR VOTRE AVENIR

1er MAI
2009

VOYAGE À CUBA



**...Sur les traces
de la Révolution...
50ème anniversaire**

1860€^{TTC}
en chambre double

**1er mai
à La Havane
Place de la Révolution**

(2 départs)
**19 avril au 2 mai 2009
et
29 avril au 12 mai 2009**

**La Havane – Santiago – Sierra Maestra
Bayamo – Camagüey – Trinidad – Cienfuegos
Santa Clara – Las Terrazas – Viñales**

Programme et Inscriptions :

www.lesamisdecuba.com

**cubalinda@wanadoo.fr
05 53 08 96 66**



NOUVEAU REGARD
Votre Spécialiste de CUBA



Voyage 1er Mai 2009

"Sur les traces de la Révolution"

Santiago

- Caserne Moncada
- Cimetière Santa Ifigenia
- Forteresse du Moro
- Visite de la ville coloniale
- Basilica del Cobre

Santo Domingo

- Randonnée jusqu'à la Comandancia de la Plata (4 heures)

Bayamo

- Visite de la ville
- Visite de la maison natale de Carlos Manuel de Cespedes

Camagüey

- Visite de la ville
- Centre commercial
- Musée Agramonte

Trinidad *(chez l'habitant)*

- Journée consacrée à la découverte de Trinidad, ville classée au Patrimoine de l'humanité par l'UNESCO.
- Plantation Manaca Iznaga
- Plage

Cienfuegos

- Visite de la Ville
- Palacio del Valle
- Parque José Martí
- Visite du théâtre Tomas Terry

Renseignements et Inscriptions :

Cuba Linda
9 rue Pablo Picasso
24750 BOULAZAC

Tel. 05 53 08 96 66
cubalinda@wanadoo.fr
www.lesamisdecuba.com

Santa Clara

- Cienfuegos visite de la ville
- Santa Clara
- Mausolée de Che Guevara
- Train Blindé

Las Terrazas

- Las Terrazas communauté paysanne

Viñales

- Grotte de l'Indien
- Finca El Paraiso
- Mural de la Préhistoire

La Havane

- Célébration du 1^{er} Mai sur la place de la Révolution
- Visite de la vieille ville
- Visite de La Havane Moderne
- Visite du Musée de la Révolution

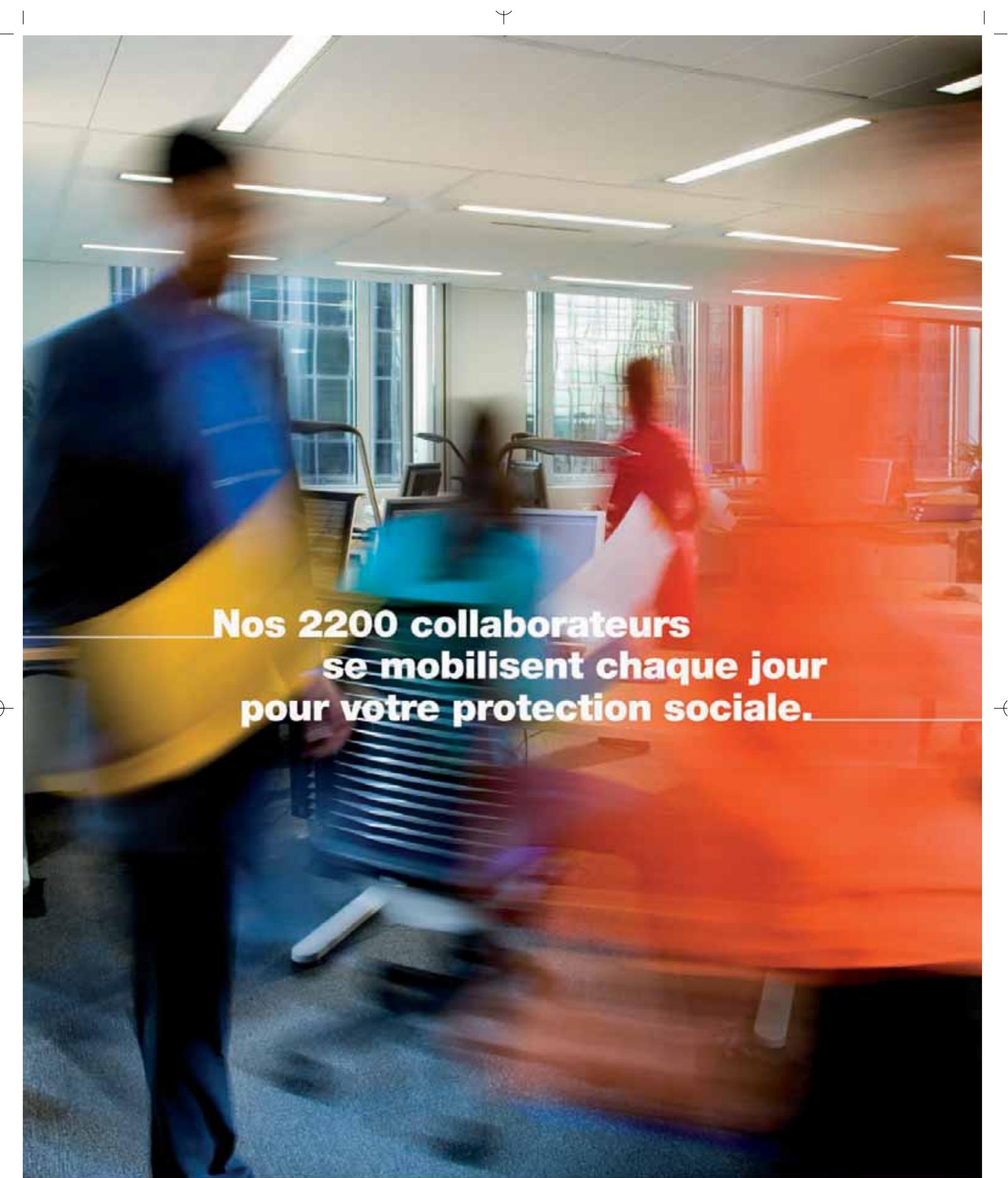
Voyage organisé par :

CUBA SI FRANCE
CUBA LINDA

Ce séjour sera également ponctué de rencontres Culturelles, Sociales et Politiques en collaboration avec l'Institut Cubain d'Amitié avec les Peuples (ICAP) et de l'Agence du Ministère du Tourisme (AMISTUR).

1860 €

Prix TTC et par pers. en chambre double. (Carte de Tourisme & taxes aéroport France incluses, mais sujettes aux hausses carburant). Chambre seule sup. 175€



**Nos 2200 collaborateurs
se mobilisent chaque jour
pour votre protection sociale.**

RETRAITE - PRÉVOYANCE - ACTION SOCIALE

Chez Mornay, nous voulons être en phase avec votre entreprise dans le monde d'aujourd'hui. Vous êtes réactifs. Nous proposons des services toujours mieux adaptés à vos attentes. Vous êtes performants. Nous optimisons en permanence la gestion de vos dossiers. Vous êtes à l'écoute de vos clients. Nous renforçons nos équipes commerciales pour mieux vous accompagner. Parce que c'est à nous d'aller vers vous. www.groupemornay.com

